

# Chômage, licenciements, précarité

## Manifestons samedi 5 décembre !

Aux côtés des syndicats et associations de chômeurs, nos organisations politiques appellent aux manifestations du 5 décembre 2020, en défense de l'emploi, contre les licenciements, et pour les droits des chômeurs-chômeuses et précaires.

**Le Conseil d'Etat lui-même l'a remise en cause : la réforme Macron de l'allocation-chômage doit être définitivement abandonnée !**

Le gouvernement voulait économiser 3,7 milliards sur le dos des privés d'emplois. Selon l'UNEDIC, 40% des demandeurs d'emploi indemnisés perdraient des droits, soit plus d'un million de personnes. Ce projet doit être définitivement enterré.

### **Impossible de vivre en-dessous du seuil de pauvreté !**

9,6 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté (1060 euros/mois), et près d'un million de personnes supplémentaires vont les rejoindre selon les associations.

Beaucoup de personnes inscrites à Pôle emploi se débrouillent avec des « petits boulots » de quelques heures ou survivent avec le RSA (565 euros). Et les moins de 25 ans n'ont pas droit au RSA. Avec la crise sanitaire actuelle, des centaines de milliers de personnes se sont brutalement retrouvées sans revenu, pas même le chômage partiel.

L'allocation de chômage est un droit très peu respecté. Sur plus de 6,3 millions de personnes à Pôle emploi, seules 2,6 millions sont indemnisées, soit 41% (chiffres de l'UNEDIC en 2018).

Des millions de salarié-e-s sont en chômage partiel à 84% du salaire, alors que les grandes entreprises sont dédommagées à 100% (au frais de l'UNEDIC et des contribuables). Et tous les jours, de nouveaux plans de licenciements plongent les salariés-es dans l'angoisse et la misère, alors même que les actionnaires continuent à l'enrichir.

Moins de 1% des 100 milliards du plan de relance sont destinés aux plus précaires. Le gouvernement n'a demandé aucune contrepartie sociale et écologique aux grandes entreprises qui ont touché des milliards d'argent public. Mais les mêmes tiennent des discours sur les contreparties à demander aux chômeurs et précaires en échange de leurs droits !

### **Pour un bouclier social !**

Il n'y a aucune fatalité. Alors que des fortunes s'accumulent de façon indécente, il est nécessaire de défendre de nouveaux acquis pour le monde du travail, pour la grande majorité de la population :

- \* Abandon de la loi retraite ;
- \* Moratoire sur les plans de licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique ;
- \* Titularisation des contractuel.les et plan d'embauche pour la santé, l'éducation, l'inspection du travail... ;
- \* Garantie générale des revenus et des salaires (payés à 100%) grâce à une Sécurité sociale vraiment universelle incluant les chômeurs-euses ; revenu minimum garanti à hauteur du seuil de pauvreté ; droit au RSA pour les 18-25 ans.
- \* Hausse du SMIC à 1800 euros bruts ; augmentation des salaires de 300 euros dans l'hôpital, les écoles, et pour les « premiers de corvée » ;
- \* Instauration d'une taxe pour les profiteurs de crise ;
- \* Mise en place des 35h réelles, poursuite de la réduction du temps de travail avec maintien du salaire, embauches et formation ;
- \* Égalité salariale femmes/hommes immédiate.

Solidaires des mobilisations dans les différentes entreprises touchées par les suppressions d'emploi, nous encourageons toutes les tentatives pour coordonner ces résistances.

**Le samedi 5 décembre 2020,  
nous serons dans la rue aux côtés des travailleur-euses et privé-es d'emploi !  
Cette date peut être une première étape pour porter ensemble nos exigences.**

